

Et si on considérait l'éducation populaire comme clé de voûte d'une transition juste ?

Par **David Cluzeau**, délégué général d'Héxopée et président de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES)



Présentation de la tribune: Lors de la restitution le 8 octobre 2025 de l'étude-action *L'éducation populaire au service de la transition écologique juste* par le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions, David Cluzeau, délégué général d'Héxopée et président de l'UDES, était invité à apporter son regard sur celle-ci et sur le rôle que peut jouer l'éducation populaire dans une transition écologique juste, à travers une «carte blanche» conclusive. Le texte ci-dessous est une retranscription de cette intervention.

Retrouvez une version synthétique de cette tribune ainsi que les publications issues de l'étude-action et la retransmission de son événement de restitution à cette adresse: <https://www.lelabo-ess.org/l-education-populaire-au-service-de-la-transition-ecologique-juste>.

Le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions remercient chaleureusement David Cluzeau pour son intervention.

Permettez-moi d'abord de revenir brièvement sur la note stratégique publiée par le Labo de l'ESS et e-graine en 2023¹. Elle est à la fois ambitieuse et éclairante. Son axe principal est de rappeler que **la transition écologique ne sera pas juste si elle se limite à des solutions techniques ou économiques : c'est aussi un défi culturel et social qui exige l'appropriation par tous les citoyens**. Autrement dit, la question du « comment on embarque la société ? » compte autant que celle du « quoi changer ? ». Un parti pris, que je partage, est donc d'affirmer que l'éducation populaire constitue justement un formidable levier pour permettre cette appropriation collective de la transition, en partant de l'expérience des personnes et des réalités de terrain. Les travaux formulent un autre postulat que je partage aussi, tenant dans l'idée d'une interaction permanente entre l'éducation populaire et l'ESS : l'éducation populaire est partie intégrante de l'ESS dans la dimension d'un entrepreneuriat alternatif qu'elle porte, et l'ESS est ontologiquement traversée par l'éducation populaire, ce qui se traduit par plusieurs approches comme la gouvernance démocratique ou celle de l'entreprise apprenante. Les convergences dans la perspective d'une transition écologique solidaire semblent donc évidentes si ce n'est naturelles. C'est un point saillant : **popularisation des savoirs, démocratie d'entreprise, justice sociale et climatique – les deux approches, les deux concepts (éducation populaire et ESS) sont faits pour marcher main dans la main**.

Et ce n'est pas qu'une vue de l'esprit : sur le terrain, cette convergence se vérifie déjà. Pour nourrir l'étude, le Labo de l'ESS, e-graine et la Fabrique des transitions ont mené des diagnostics participatifs dans trois territoires pilotes : Strasbourg, Dunkerque et Bergerac. Partout, l'alliance entre éducateurs populaires, acteurs de l'ESS, habitants et élus locaux a montré sa capacité à porter des projets concrets et inclusifs de transition écologique juste.

Pour autant, rien n'est si simple. Et c'est finalement ce qui est aussi marquant.

Par exemple, l'association EKO! ne se revendique pas explicitement de l'éducation populaire et ne le conscientise pas comme tel, mais en applique les principes : apprentissage par l'action, horizontalité, participants acteurs et non simples bénéficiaires. En revanche, le Laboratoire d'initiatives alimentaires d'e-

¹ Cette note stratégique, fondatrice de l'étude-action menée en 2024-2025, est accessible via ce lien: <https://www.lelabo-ess.org/education-populaire-transition-juste>

graine en Nouvelle-Aquitaine montre comment des projets hybrides peuvent allier inclusion sociale, pédagogie active et innovations écologiques. Donc ça marche déjà sur le terrain : on voit des individus se former à la permaculture, au bricolage low-tech, co-construire des solutions locales, et ainsi devenir acteurs de la transition.

Néanmoins, **trois principaux freins empêchent aujourd'hui l'éducation populaire de déployer tout son potentiel dans la transition écologique** : un frein économique, d'abord, car ces initiatives ont du mal à entrer dans un modèle marchand classique et doivent bricoler des financements hybrides (subventions publiques/projets privés, bénévolat, récup') – ce qui les oblige à une quête de fonds permanente et précaire. Un frein politique, ensuite : la méfiance ou le désintérêt de certains élus et institutions locales vis-à-vis de démarches participatives qui échappent en partie à leur contrôle – heureusement quelques beaux contre-exemples sont mis en lumière. Enfin, un frein temporel : il y a un décalage de temporalité entre l'urgence immédiate des crises (qui pousse à chercher des résultats rapides) et le temps long de l'éducation populaire, qui mise sur l'acculturation progressive et l'encapacitation sur la durée. Le risque est donc que la pression du court terme prive les démarches d'éducation populaire des moyens et du temps dont elles ont besoin, alors même qu'elles posent les bases durables d'une transition en profondeur.

C'est précisément pour dépasser ces obstacles que l'étude-action en cours cherche à outiller les acteurs, en expérimentant des méthodes de coopération territoriale et en documentant leurs effets. Après que Le Labo et e-graine aient proposé en 2023 six lignes directrices de recommandations concrètes pour lever ces freins : par exemple, mieux reconnaître les métiers et pédagogies de l'éducation populaire, intégrer celle-ci transversalement dans l'ensemble des politiques publiques, financer les projets dans la durée, former les acteurs aux enjeux écologiques, ancrer davantage les initiatives sur les territoires, et encourager des alliances locales entre structures d'ESS, citoyens et collectivités. Ces préconisations tracent une feuille de route pertinente. Reste à la mettre en œuvre.

C'est ici qu'on peut émettre une réserve, identifier un risque : si l'étude affirme clairement quoi faire, **le « comment faire ? » dépend d'une volonté politique et collective forte**. Or, sur ce point, le défi est immense et l'étude action tente d'y apporter des réponses. Aujourd'hui, les acteurs de l'ESS et de l'éducation populaire ne pèsent pas encore assez face aux intérêts privés dans le débat environnemental. Pour reprendre un chiffre frappant : pour 1 € dépensé par les ONG en lobbying écologique, les acteurs industriels en dépensent entre 10 et 15. Autant dire que la bataille culturelle et politique est inégale. L'étude du Labo de l'ESS a le mérite de poser un cadre optimiste et mobilisateur, mais il faudra redoubler d'efforts pour concrétiser ces idées sur le terrain, dans les réseaux, et jusque dans les lois. C'est précisément le sens du message central que je veux porter maintenant.

Et si on considérait avec volontarisme l'éducation populaire comme clé de voûte d'une transition juste ?

Mon message est simple : **l'éducation populaire n'est pas une option « sympathique » à côté des objectifs de l'ESS, elle en est le cœur battant et la condition de réussite dans le contexte de la transition écologique**. Autrement dit, face à l'urgence climatique et aux inégalités sociales, l'économie sociale et solidaire doit revendiquer sa part d'éducation populaire d'une part, et l'éducation populaire se sentir et agir pleinement au sein de l'ESS pour se renforcer mutuellement.

J'insiste : l'éducation populaire est évidemment compatible avec les valeurs de l'ESS (démocratie, solidarité, utilité sociale) ; plus encore, c'est la méthode par excellence pour que ces valeurs infusent l'ensemble de la société dans la transition écologique.

Pourquoi est-ce que j'insiste sur ce point ? Parce qu'une transition « juste » ne se résume pas à verdir l'économie, elle suppose de transformer en profondeur les comportements, les mentalités, les rapports de pouvoir. **Sans une approche ancrée dans les démarches d'éducation populaire, l'ESS pourrait manquer sa cible** : on ne changera pas de modèle de développement sans un immense effort d'émancipation collective, de pédagogie populaire et de mobilisation citoyenne. Et inversement, sans l'ESS, l'éducation populaire resterait cantonnée à de la sensibilisation désincarnée ; elle a besoin des alternatives économiques concrètes portées par l'ESS pour donner un débouché à l'action citoyenne. C'est bien le sens de la convergence historique qu'évoque l'étude : dès ses origines, l'éducation populaire cherchait à transformer la société (par l'éducation critique, la conscientisation, l'action collective) en parallèle des initiatives

économiques solidaires qui proposaient d'autres modèles de production et d'échange. Aujourd'hui, ces deux dynamiques doivent se « réadopter », si je peux l'exprimer de cette manière, pour affronter ensemble le défi climatique et social du siècle. Et l'étude-action illustre cette convergence par des démarches concrètes sur le terrain, où ESS et éducation populaire se redécouvrent mutuellement en travaillant ensemble.

Concrètement, cela signifie que **l'éducation populaire explicite et met en application la dimension participative et démocratique irremplaçable de l'ESS**. C'est grâce aux méthodes d'éducation populaire – ateliers participatifs, débats publics, expérimentation locale, formation par les pairs – que la transition écologique peut devenir un projet réellement partagé par tous, y compris les plus précaires ou les plus éloignés des cercles décisionnels. « Concilier la fin du mois et la fin du monde au profit d'un même combat », est-il écrit dans l'étude du Labo de l'ESS : eh bien, l'éducation populaire est précisément ce qui permet de lier justice sociale et urgence écologique sur le terrain, en donnant la parole et le pouvoir d'agir aux premiers concernés. Elle rend la transition désirable et accessible, en la connectant au quotidien des gens et en transformant les inquiétudes en actions concrètes et collectives. Elle ne se contente pas de « sensibiliser » de façon descendante ; elle embarque les personnes dans un processus où chacun apprend, fait sa part, et devient coproducteur du changement. C'est là un atout majeur pour réussir la transition là où de trop nombreuses politiques technocratiques ont échoué : en faisant de chaque citoyen un acteur, on évite que la transition soit perçue comme punitive ou lointaine.

Du point de vue de l'ESS, intégrer pleinement l'éducation populaire, c'est aussi renouer avec sa promesse transformatrice. J'ose le dire de façon un peu provocante : si l'ESS ne s'empare pas activement de la bataille écologique, elle deviendra l'alibi muet d'un système écocidaire. Ce ne sont pas mes mots, mais ceux de Grégoire Fraty, acteur de l'ESS et « éducateur populaire », qui met en garde dans les travaux qu'il a menés récemment dans le cadre d'un parcours de formation ESS et éducation populaire (promu par le CNAM et Hexopée) : nous ne pouvons pas rester de simples « figurants, bienveillants mais impuissants » face à l'urgence écologique. Au contraire, faisons de l'éducation populaire le fer de lance de l'ESS pour le climat ! Cela implique que l'éducation populaire elle-même évolue et — toujours pour reprendre Grégoire — « la transition écologique n'est pas et ne doit pas être un supplément d'âme pour l'éducation populaire : c'est un enjeu stratégique et politique pour préserver nos projets ». Autrement dit, l'écologie ne doit plus être un sujet annexe ou un « plus » dans nos actions éducatives : elle doit devenir un socle pour l'avenir, un axe structurant de toutes nos pratiques. Et l'ESS a tout à y gagner, car en intégrant consciemment les principes d'action de l'éducation populaire, elle s'assure que ses innovations sociales et économiques sont portées, appropriées et amplifiées par un mouvement citoyen large et inclusif.

En résumé, j'ai envie d'affirmer qu'économie solidaire et éducation populaire sont intrinsèquement liées pour réussir la transition écologique juste. L'une apporte les outils concrets d'un nouveau modèle économique au service de l'humain et de la planète, l'autre apporte la dynamique collective, la démocratie participative et l'élan culturel sans lesquels aucune transformation profonde n'est possible. Ensemble, elles peuvent « faire société » autour d'un projet commun de justice écologique et sociale.

Et si on agissait mieux en valorisant coopérations territoriales, inter-institutionnelles et sectorielles ?

Ce constat étant posé, que faire dès maintenant ? Je souhaite lancer un double appel à l'action, très concret, à destination de chacun d'entre vous qui êtes à l'écoute : acteurs de terrain, réseaux de l'ESS, associations d'éducation populaire, collectivités locales, institutions, monde de la recherche, citoyens engagés ou simplement concernés. Il y a urgence ! Urgence climatique bien sûr, on le sait, mais aussi urgence sociale et démocratique. Notre devoir est de construire ensemble des réponses à la hauteur, et cela passe par deux chantiers prioritaires : d'une part, **reconnaître pleinement l'éducation populaire comme composante interne (voire endogène) et stratégique de l'ESS (et plus largement des politiques de transition) ;** d'autre part, **coopérer tous azimuts entre parties prenantes pour créer des dynamiques collectives puissantes sur les territoires.**

Le premier appel s'adresse notamment aux structures de l'ESS elles-mêmes, à leurs têtes de réseaux, ainsi qu'aux pouvoirs publics qui soutiennent le secteur. Il faut cesser de considérer l'éducation populaire comme un partenaire extérieur optionnel : elle doit être reconnue comme faisant partie de l'ADN de l'ESS. Très concrètement, cela signifie valoriser ses métiers et ses approches pédagogiques, l'intégrer dans les dynamiques de gouvernance et la stratégie des organisations, et y investir des moyens. Le Labo de l'ESS

propose par exemple de faire évoluer les référentiels de compétences des métiers de l'éducation populaire pour y intégrer pleinement les compétences liées à la transition écologique. Je souscris à cette idée : **professionnaliser et valoriser le rôle des éducateurs populaires dans la transition**, c'est indispensable. Pourquoi ne pas imaginer, au sein des entreprises de l'ESS, des « référents éducation populaire », ou plutôt des agitateurs ou des « camionneurs d'idées », pour reprendre une expression que j'aime beaucoup, chargés de mobiliser les salariés et les bénéficiaires autour des enjeux écologiques ? Pourquoi ne pas créer des passerelles de formation entre l'ESS et les mouvements d'éducation populaire, pour diffuser les outils d'animation participative, d'intelligence collective, de gestion démocratique ? Hexopée s'y attache, en proposant des évolutions des référentiels métiers et des parcours de formation auxquels ils doivent s'adosser, ou encore en proposant avec le CNAM cette formation de niveau 7 pour les cadres de l'éducation populaire que j'évoquais tout à l'heure.

Reconnaître l'éducation populaire comme stratégique, c'est aussi **adapter nos cadres et financements**. Il faut que les appels à projets, les subventions, les dispositifs d'accompagnement économiques intègrent explicitement l'éducation populaire comme méthode et comme objectif. Par exemple, lorsque des fonds sont débloqués pour la transition écologique, ils devraient encourager les approches participatives, et pas seulement les innovations technologiques ou industrielles. Ce n'est aujourd'hui pas suffisamment le cas. Les associations d'éducation populaire passent trop de temps à rentrer dans des cases administratives qui ne correspondent pas à leur démarche globale. Il est temps de faire évoluer ces cadres. L'État doit reconnaître ces démarches comme d'intérêt général stratégique ; les collectivités doivent pouvoir financer non seulement des « actions » ponctuelles, mais le fonctionnement pérenne des structures qui tissent du lien social et écologique sur le terrain. Si l'on veut que les éducateurs populaires cessent de « quémander leur survie » (pour reprendre une expression du terrain), il faut leur donner des moyens à la hauteur de leur mission. C'est un investissement sur l'avenir : chaque euro investi dans une dynamique d'éducation populaire, c'est un euro investi dans la résilience de notre société face aux crises et dans la cohésion sociale.

Enfin, pour les acteurs de l'ESS eux-mêmes, reconnaître l'éducation populaire en interne, c'est **accepter de se transformer**. Cela implique parfois de remettre en question des logiques gestionnaires ou compétitives qui ont pu infuser même dans l'ESS. La coopération doit ainsi primer sur la concurrence, et la mission d'utilité sociale et écologique primer sur les indicateurs financiers. Beaucoup d'acteurs l'ont déjà compris, mais il faut le généraliser. Intégrer l'éducation populaire, c'est adopter une posture d'apprentissage permanent, c'est redonner du sens à nos projets en y associant pleinement les personnes concernées, c'est faire vivre la démocratie à tous les étages, réinscrire l'entreprise dans la République. C'est ainsi que l'ESS restera fidèle à elle-même et à ses origines et sera un moteur d'innovation sociale au service de la transition.

Mon second appel est donc à la **coopération généralisée**. La transition écologique juste ne se fera pas du haut vers le bas, ni dans un coin isolé : elle doit être co-construite par tous les acteurs, chacun apportant sa pierre. Il nous faut apprendre à briser les silos ! On a trop longtemps travaillé en parallèle : ici les associations, là les entreprises – même de l'ESS –, là-bas les institutions, plus loin les citoyens non engagés dans un collectif, sans oublier les scientifiques et experts dans un autre cercle. Alors, pourquoi pas des alliances locales ambitieuses qui rassemblent les structures de l'ESS et, parmi elles, les mouvements d'éducation populaire, les collectivités territoriales, les habitants, les universitaires engagés, pour bâtir ensemble des plans d'action territoriaux de transition. L'étude du Labo de l'ESS insiste sur cette échelle du territoire : c'est là, localement, que les choses peuvent se passer de manière intégrée. De telles alliances, fondées sur la confiance et l'engagement réciproque, donneraient de l'ampleur et des ressources aux initiatives d'éducation populaire au sein de l'ESS en particulier (pour essaimer et changer d'échelle) tout en offrant aux pouvoirs publics un levier puissant pour impliquer les habitants dans leurs politiques de transition.

D'ailleurs, de telles dynamiques ont déjà émergé sur les territoires pilotes de l'étude (Strasbourg, Dunkerque et Bergerac) : sur le terrain, l'implication conjointe des collectivités, du tissu associatif d'éducation populaire, des structures de l'ESS et des citoyens a fait émerger des projets de transition partagés. Ces premières initiatives, encore fragiles, montrent la voie : elles ne demandent qu'à être soutenues et amplifiées.

Je sais que **coopérer n'est pas toujours simple**. Il y a des différences de culture, de rythme, de langage entre un collectif citoyen spontané, une grosse association d'éducation populaire, un service municipal, une coopérative de l'ESS ou un centre de recherche. Mais nous avons appris à travailler ensemble pendant, par

exemple, la Convention Citoyenne pour le Climat – qui a montré que l'intelligence collective fonctionne, à condition de créer les conditions du dialogue et de la formation mutuelle (dixit une nouvelle fois Grégoire Fraty). Ce genre d'expérience ne doit pas rester ponctuel ou expérimental : inspirons-nous-en pour multiplier les espaces de rencontre et de décision partagée. On pourrait imaginer, pourquoi pas, des « Assises locales de la transition juste » dans chaque département ou région, réunissant tous les acteurs concernés pour élaborer un récit commun et un plan d'action collectif. L'éducation populaire a un rôle clé pour animer ces espaces participatifs, pour que chacun puisse s'y exprimer, apprendre des autres, confronter ses idées. Il en sortira quelque chose de plus fort que la somme des parties : une vision partagée, et une envie d'agir ensemble. Comme le disait l'anthropologue Michèle Petit, « les histoires permettent d'ordonner le chaos ». À nous donc de construire collectivement l'histoire positive de la transition écologique juste.

Dans cette coopération, **les chercheurs et experts ont aussi leur place**. Nous avons besoin d'eux pour objectiver les problèmes, évaluer nos actions, et surtout pour co-construire de nouveaux indicateurs de succès. Les secteurs de l'ESS et de l'éducation populaire ne doivent pas laisser à d'autres, seuls, le soin de définir les critères de la transition. Par exemple, travaillons avec les chercheurs pour développer des méthodes d'évaluation d'impact qui captent ce que nous produisons réellement : du lien social, de la mise en mouvement, de la transformation locale – des éléments extra-financiers. C'est une manière de reprendre la main sur le récit de la transition : montrer que ce qui compte, ce n'est pas seulement des tonnes de CO₂ ou des kilowatts d'énergie renouvelable, mais aussi la justice sociale, la participation citoyenne, la résilience des communautés. Sur ce terrain-là, l'apport de la recherche-action, en lien étroit avec les acteurs de terrain, sera déterminant.

Pour finir, j'invite les citoyens eux-mêmes – nous tous, en fait – à s'engager dans ces dynamiques. **La transition juste n'avancera que si une masse critique de citoyens s'y implique activement**, pas seulement en changeant leurs petites habitudes individuelles, mais en rejoignant des collectifs, en interpellant les élus, en participant aux ateliers, aux débats, aux projets concrets. L'éducation populaire nous apprend que chaque citoyen a du pouvoir lorsqu'il agit avec d'autres. Vous êtes parent d'élève, bénévole dans une association, entrepreneur social, agent territorial, étudiant, retraité... Peu importe : votre expérience compte, votre voix compte, vos compétences peuvent servir. Il faut les mettre en commun. L'appel à la coopération, c'est aussi cela : ne plus attendre que "les autres" changent le monde à notre place, mais devenir nous-mêmes acteurs de la transition à notre échelle.

Et si, en conclusion, on impulsait une dynamique... ensemble ?

La restitution à laquelle nous venons d'assister, nous rappelle que ces dynamiques ne sont pas seulement théoriques : elles s'expérimentent, s'évaluent et ouvrent la voie à une mise en politique plus structurée.

Je conclurai par un de mes leitmotivs : **nous n'avons plus le luxe d'agir en ordre dispersé ou d'hésiter**. L'éducation populaire n'a pas dit son dernier mot, et associée à la force de l'ESS, elle peut devenir le catalyseur d'un véritable changement de société. Mais pour cela, il faut que nous la mettions au centre de nos stratégies et que nous construisions les alliances nécessaires. Ne laissons pas le « modèle du monde lucratif » verdoyer en surface tout en continuant comme avant ! Prenons au mot notre vocation émancipatrice : il est temps non plus d'attendre, mais bien de s'engager et d'agir, ensemble, avec détermination.

L'histoire de l'éducation populaire est jalonnée de combats victorieux pour la démocratie, les droits, la culture pour tous. L'histoire de l'ESS a prouvé qu'une autre économie, plus juste et solidaire, est possible. **Un autre combat nous attend : celui d'une transition écologique juste, populaire, démocratique**. J'y crois parce que cela implique de parler d'autonomie retrouvée, de collectivités locales agissantes, de citoyenneté active, de respect du vivant et en définitive de solidarité renforcée.

En 5 mots : donner le meilleur de nous-mêmes !

David Cluzeau